



Le Premier ministre canadien Justin Trudeau [MATEUSZ WLODARCZYK/NURPHOTO VIA GETTY IMAGES]

Démasquer le ministre-espion Justin Trudeau

L'appareil d'espionnage de l'État profond de Trudeau a fait surface. Si la quête de pouvoir absolu du Premier ministre réussit, les Canadiens n'ont qu'à regarder du côté des États-Unis pour voir ce qui va suivre.

- Timothy Oostendarp
- [11/11/2022](#)

Pour de nombreux observateurs extérieurs, la démocratie parlementaire canadienne est sous une veillée gardée. Maintenant, le patient a pris un sérieux virage pour le pire : les membres du Parlement sont espionnés par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Les implications sont alarmantes.

Le pays comprend-il ce qui se passe ? Ses habitants s'arrêteront-ils pour réfléchir aux malédictions qui pèsent sur la nation ? La nation est déchirée et en chute libre quant au mépris de la loi.

Cette histoire devrait faire la une de tous les journaux du pays, mais seule une poignée de médias ont pris la peine d'écrire à ce sujet. La faiblesse et l'insouciance des médias sont une malédiction—ils ne demandent pas de comptes au gouvernement et ils ont contribué à endormir la nation.

La véritable conspiration se déroule dans le cadre de ce scandale. Il révèle qui est réellement responsable de l'espionnage des membres du Parlement et *pourquoi*.

Le Canada se transforme rapidement en un État policier oppressif où le gouvernement et son appareil d'espionnage ont le pouvoir absolu de détruire—une voie tracée premièrement par Barack Obama aux États-Unis. Le Premier ministre Justin Trudeau suit les traces de Barack Obama. Le résultat sera également une affliction nationale.

Les fondations tremblent

Les parlementaires ont été secoués par la nouvelle. Le député conservateur Martin Shields a expliqué : « Le comité d'éthique s'est réuni pour enquêter sur l'utilisation de logiciels espions [de type *Pegasus*] par la GRC, mais les réunions ont révélé des informations plus stupéfiantes, comme *l'utilisation croissante de logiciels espions par toutes les agences comme le SCRS [Service canadien du renseignement de sécurité] et le CST [Centre de la sécurité des télécommunications], et la surveillance des élus*. Tout cela doit faire l'objet d'une enquête approfondie » (c'est nous qui soulignons).

La Gendarmerie royale du Canada, le SCRS et le CST forment l'essentiel de l'appareil d'espionnage du Canada. En participant à la nomination du directeur de chaque agence, Trudeau s'est assuré que chacune d'entre elles remplisse ses missions conformément à ses opinions—comme faire passer l'opposition à son gouvernement pour de l'anti-autoritarisme et de la terreur idéologique d'extrême droite.

PT_FR

Trudeau a repris ce gros mensonge de Barack Obama, qui l'utilise pour transformer les États-Unis en un État policier tyrannique.

La GRC se concentre sur le maintien de l'ordre national et fédéral, le SCRS sur les menaces intérieures et le CST sur les menaces étrangères. Chacun détient de vastes pouvoirs et un arsenal de cyberarmes électroniques pour espionner secrètement les Canadiens et ses parlementaires sans avoir à rendre de comptes.

La démocratie canadienne tremble. Les membres du Parlement sont au centre de l'appareil d'espionnage croissant de Trudeau. Qu'est-ce qui pourrait être plus important pour la nation que de tirer la sonnette d'alarme ? Justin Trudeau étend les capacités agressives de ces agences afin de remodeler l'État de surveillance du Canada selon sa vision du monde *woke* et illibérale.

Un esprit non respectueux de la loi

La GRC est l'institution la plus puissante du Canada, et elle a un énorme pouvoir pour influencer la vie de chaque Canadien.

Ce dernier scandale s'inscrit dans une tendance croissante d'espionnage par laGRC qui ne respecte pas la loi dans le pays. Des individus qui méprisent la loi dirigent désormais l'appareil judiciaire et sécuritaire du Canada.

En 2021, la GRC a été contrainte d'admettre qu'elle avait accédé illégalement à la technologie de reconnaissance faciale. Il a également été découvert que la GRC utilisait la technologie *Stingray* sans mandat judiciaire. (Si un téléphone est trompé pour se connecter à un dispositif *Stingray* plutôt qu'à une tour du réseau cellulaire, il peut être espionné.)

En 2017, un reportage de la Société Radio-Canada (SRC) a révélé que cette technologie avait été trouvée en activité près du Parlement et du ministère de la Défense nationale. Le gouvernement Trudeau a nié toute responsabilité et a ordonné une enquête, dont on n'a plus entendu parler depuis. *C'était* probablement le gouvernement. En 2016, il avait été révélé que la GRC avait espionné illégalement deux journalistes d'Ottawa. Ces exemples du mépris de la loi ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

La GRC a d'abord déclaré qu'elle avait utilisé un logiciel espion de type Pegasus à partir de 2017. Elle a ensuite été contrainte d'admettre devant une commission parlementaire qu'elle avait utilisé un logiciel espion de type Pegasus *avant* 2017. Elle a donc menti. Elle a également menti sur le nombre d'appareils qu'elle avait espionnés.

Le ministre de Trudeau en charge de la GRC, Marco Mendicino, a admis qu'il y avait eu de l'espionnage et que laGRC aurait dû être plus ouverte sur ce qu'elle faisait, mais il a dit à la commission que tout était fait strictement selon les règles. *À l'exception de l'espionnage dont personne ne semblait avoir connaissance.*

Il a également dit qu'il ne savait rien de plus que ce que laGRC lui avait dit. Il veut faire croire aux Canadiens qu'il ne pose pas de questions et que la GRC est la source des problèmes. Donc, soit il est grossièrement négligent, soit laGRC *est une* institution malhonnête. Mais ni l'un ni l'autre n'est vrai.

Il y a une ligne très poreuse entre la *volonté non respectueuse de la loi* du Premier ministre et laGRC. Et ça s'aggrave de jour en jour.

Détourner la loi

Mendicino, le ministre de la Sécurité publique, est un ancien procureur fédéral qui s'y connaît en droit. Lors de son témoignage devant la commission, il a tenté de jeter un voile juridique sur les actions de la GRC.

Il a fait valoir que la section VI du Code criminel du Canada comporte des garde-fous stricts pour guider l'utilisation de ces armes d'espionnage par la GRC. La loi actuelle est stricte, mais ce n'est pas la loi qui est le problème. Le problème, c'est une arme cybernétique moderne que la loi n'a pas été conçue pour réglementer *en plus d'une* administration qui dédaigne la loi et ne veut pas la respecter. La loi est sous attaque.

Les mandats sont précis : qui sera espionné, sur quel appareil, qui doit être exclu, et ainsi de suite. Mais la technologie *Stingray* peut balayer *plusieurs téléphones en même temps*, les outils d'investigation sur l'appareil de type Pegasus ont un accès *complet* à *toutes les données* de l'appareil, et la caméra et le microphone peuvent être activés à distance.

Lorsque les législateurs ont rédigé la loi en 1985, ils n'avaient pas prévu la technologie des cyberarmes d'aujourd'hui, qui a une portée considérable. L'argument du ministre, selon lequel les lois écrites pour réguler la technologie de l'écoute électronique sont également à la hauteur de réglementer les cyberarmes de type Pegasus ou la technologie *Stingray*, est grossièrement trompeur. Il fait égarer la loi. Tout cela fait partie d'une tendance troublante du non-respect de la loi au sommet du gouvernement du Canada.

Maintenir la loi telle qu'elle est écrite est exactement ce que veut le gouvernement. Il ne veut pas que ses plans soient arrêtés. Une loi faible masque tout ce non-respect de la loi avec un voile juridique tandis que le gouvernement amasse de plus en plus de pouvoir.

Pouvoirs des ténèbres

« Le ministre de la Sécurité publique a un rôle majeur à jouer dans la politique et dans l'octroi des autorisations d'écoute électronique, d'espionnage et d'utilisation de logiciels malveillants tels que Pegasus », a expliqué le député James Bezan. Arrêtez-vous et réfléchissez à cela.

Le ministre de la sécurité publique peut agir en dehors du cadre légal qui exige normalement un contrôle judiciaire. Et il peut le faire à son gré. C'est ce que Trudeau veut cacher. La Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications donne également de tels pouvoirs sans précédent au ministre de la Défense nationale de Justin Trudeau sur les pouvoirs d'espionnage du CST— et les exemptions ne sont pas soumises à examen.

Ce sont des domaines sur lesquels les législateurs et les enquêteurs devraient vraiment se pencher. Ces pouvoirs ont été conçus pour des hommes et des femmes de caractère et d'honnêteté. Ils n'ont pas été conçus pour un gouvernement tyrannique qui détruit la loi de l'intérieur et qui fait passer les Canadiens ordinaires et les opposants politiques mécontents de l'oppression et du non-respect de la loi de la part de Trudeau pour des racistes et des suprémacistes blancs cherchant à commettre des actes de terreur nationale.

Combien de mandats le ministre de la Sécurité publique a-t-il émis ? Il n'a pas voulu en parler. Il n'a même pas voulu reconnaître qu'il joue un rôle majeur dans l'autorisation d'enquêtes probablement officieuses—ou rendues officieuses de façon sournoise. Les Canadiens font-ils confiance à un gouvernement qui échappe à toute surveillance pour ne pas abuser de ces vastes pouvoirs ?

Trudeau et sa cabale utiliseront sans aucun doute ces pouvoirs d'espionnage pour lancer des accusations infâmes contre de nombreuses personnes innocentes, tout en donnant à son gouvernement le pouvoir d'espionner et de piéger tous ceux qu'ils qualifient d'ennemis de leur programme radical. Les Canadiens ont vu cela aux États-Unis. Les Canadiens doivent se réveiller à ce qui se passe.

Un autre parlementaire a demandé à Mendicino : « Il existe des exemptions de sécurité nationale où ces techniques de surveillance peuvent être utilisées sans respecter le processus complet décrit dans la partie VI du Code criminel. À votre connaissance, est-ce que cela a déjà eu lieu pendant que vous étiez ministre de la Sécurité publique—oui ou non ? »

Mendicino a répondu : « Je tiens simplement à rappeler que lorsque cette technique est utilisée, elle l'est dans le respect de la loi et de la charte. Pour tout détail supplémentaire, je vous invite à poser ces questions directement aux fonctionnaires qui sont là pour fournir ces réponses. » Alors—oui.

Puisqu'il joue un rôle majeur dans l'émission des ordres d'espionnage et qu'il supervise également laGRC, Mendicino devrait répondre à ces questions sérieuses. Sinon, qui est responsable ? Cette exemption permet aux éléments clés de l'appareil d'espionnage de Trudeau de fonctionner dans l'obscurité. *Voici une méthode d'espionnage cachée.*

Trudeau et ses initiés peuvent cibler qui ils veulent sans que la victime ne le sache jamais. Ils peuvent espionner à volonté et cacher ce qu'ils font à volonté. Il serait si facile d'en abuser. Qui le saurait ?

Le manuel de stratégie du FBI d'Obama

C'est un développement terrifiant—avec un énorme pouvoir de contrôle. Le Premier ministre Trudeau applique au Canada le manuel de stratégie de Barack Obama pour détruire l'Amérique.

Le site Web *The Intercept* a rapporté que le Centre de la sécurité des télécommunications du Canada a reçu des outils malveillants sophistiqués de l'Agence nationale de la sécurité des États-Unis et que le CST a été impliqué dans un certain nombre d'opérations sous faux drapeau. Les organisateurs du convoi canadien pour la liberté ont eu le sentiment de subir une opération sous faux drapeau du gouvernement Trudeau.

Ronald Deibert, directeur de *Citizen Lab*, a expliqué : « Ce sont des pouvoirs impressionnants qui ne devraient être accordés au gouvernement qu'avec une énorme trépidation et seulement avec un investissement massif correspondant dans des systèmes tout aussi puissants de surveillance, d'examen et de responsabilité publique. » Mais ils ont été accordés et le gouvernement Trudeau empêche ces pouvoirs d'être soumis à une surveillance appropriée.

Comme Obama, Justin Trudeau est à la recherche du pouvoir absolu, et laGRC est la pièce maîtresse de ses efforts. Mais son non-respect de la loi infecte également l'ensemble de l'establishment canadien de la sécurité.

Le livre *L'Amérique sous attaque* (disponible en anglais seulement) avec un contenu nouvellement ajouté de Gerald Flurry, rédacteur en chef de la *Trompette*, explique comment l'ancien président Obama a radicalisé le Bureau fédéral d'enquête et l'a transformé en une quatrième branche du gouvernement, en contournant la séparation des pouvoirs dûment constituée, et en cimentant un pouvoir sans précédent dans un instrument non responsable de « l'État profond » qu'il contrôle actuellement.

« De toutes les agences de renseignement », écrit M. Flurry, « celle que Obama voulait le plus contrôler était le FBI. Le FBI fait le travail d'investigation à l'intérieur du pays sur toute personne qui a besoin ou détient une habilitation de sécurité, donc le contrôle du FBI lui permet de décider qui peut accéder à quelle information. [...] C'est pourquoi cette 'quatrième' branche a le contrôle des trois branches constitutionnelles actuelles : la branche exécutive, la branche législative et la branche

judiciaire. Lorsque les autres branches demandent des informations sur le renseignement, les agences les fournissent souvent avec des parties clés expurgées pour cacher ce qui se passe réellement. Ils contrôlent cela, sans supervision. Les seuls qui voient l'ensemble du tableau sont Barack Obama et ses hommes de tête. Cela donne à ces gens un contrôle sans précédent ! » La GRC mène des opérations avec des pouvoirs très similaires à ceux du FBI.

C'est pourquoi la GRC fait l'objet d'une attention toute particulière de la part de Trudeau. Il s'efforce de mettre en œuvre le modèle exact dont Obama s'est servi pour construire un pouvoir absolu en utilisant l'État profond pour transformer fondamentalement la nation, afin de la détruire.

Outil d'oppression

Les efforts au mépris de la loi du Premier ministre pour envahir la GRC sont la raison pour laquelle elle a fait la une des journaux pour avoir enfreint la loi. Elle manque du caractère droit pour résister à l'invasion du non respect de la loi de Justin Trudeau. L'oppression politique émanant de la GRC s'intensifie.

À une autre époque, cela ne se produirait pas. Les politiciens, les bureaucrates et la police doivent être poursuivis pour avoir enfreint la loi, sinon les Canadiens cesseront de la respecter.

Le pays n'est plus dirigé par des gens honnêtes qui aiment la primauté du droit. Le gouvernement imagine des plans diaboliques qui oppriment et divisent la nation, piétinent les libertés et donnent un prétexte à la volonté de Trudeau de censurer et d'instaurer un état policier autoritaire. Et la nation est en colère contre cela.

Dans un récent sondage, 61 pour cent des Canadiens ont déclaré que le Premier ministre avait divisé le pays. Il a déclaré que les Canadiens étaient en colère à propos du changement climatique et que c'était le moment de faire preuve de leadership responsable. Il a dit : « Ainsi, chacun d'entre nous en position d'autorité ou de pouvoir doit s'assurer de ne pas inciter ou encourager la colère ou les frustrations. »

Le Canada a-t-il déjà eu un dirigeant qui débite des platitudes et ment sur son propre comportement et qui s'en tire régulièrement ? Les médias corrompus du Canada en sont les principaux responsables. Au moment parfait, le pays a appris par le biais des médias indépendants que le gouvernement Trudeau avait payé un antisémite virulent pour diriger—entre toutes choses—des *séminaires sur l'éthique*. Les Canadiens ont été désorientés, et le Premier ministre est resté muet. Tant pis pour le leadership responsable.

Certains Canadiens en ont assez, au point de chahuter le Premier ministre et d'autres ministres de son gouvernement en public. Un Canadien en colère a récemment confronté et crié sur la ministre des Finances.

Sur qui la GRC a-t-elle décidé d'enquêter ? Qui le ministre de la sécurité publique a-t-il condamné sans ménagement comme étant une menace pour la démocratie ? Qui le Premier ministre a-t-il condamné comme sapant la démocratie ? *Le Canadien qui exerçait son droit démocratique de manifester contre Trudeau*. Ces gens se sont élevés au-dessus de toute autorité, et ils ont tous les outils d'oppression à leur disposition.

Vous pouvez être un antisémite virulent et être payé des centaines de milliers de dollars par le gouvernement Trudeau, mais si vous êtes un Canadien mécontent de votre gouvernement et que vous l'exprimez, vous ferez l'objet d'une enquête de la GRC. Si vous embauchez un antisémite virulent, vous êtes le parangon de la démocratie. Le Premier ministre envoie un message pas très subtil à la police et aux agences de sécurité : la suppression de la dissidence a son approbation. Quiconque a la volonté de s'opposer à ce gouvernement risque d'être écrasé.

Cela ne se terminera pas bien. Nous assistons au début d'une nouvelle ère de persécution politique au Canada. Et à moins que Dieu ne permette au Parlement canadien d'amener son Premier ministre qui ne respecte pas la loi, son gouvernement, la GRC et les services de sécurité sous le contrôle du peuple, leur méprise pour la loi va devenir plus effrontée et plus audacieuse. Il suffit de regarder les États-Unis pour voir ce qui s'en vient.

Le pouvoir absolu

[L'Amérique sous attaque](#) (disponible uniquement en anglais) explique comment l'État profond aux États-Unis a été utilisé pour piétiner la loi et sa république constitutionnelle. La séparation des pouvoirs entre les branches exécutive, législative et judiciaire a été pratiquement détruite. Le rédacteur en chef adjoint de la *Trompette*, Stephen Flurry, a demandé dans le plus récent numéro, si l'Amérique était encore une république constitutionnelle.

Beaucoup d'Américains, et de Canadiens, sont fous de rage, mais ils n'arrivent pas à comprendre ce qui arrive à leur pays. Cette confusion et cette faible volonté sont la conséquence de péchés nationaux et individuels généralisés.

Les scandales continus, planifiés et composés de multiples niveaux, accablent les citoyens. Ils sont véritablement désorientés et ne savent pas ce qui se passe ni ce qu'il faut faire. Le pays tombe dans l'anarchie et se déstabilise. Le désordre est omniprésent.

Les scandales de Trudeau sont conçus pour désorienter et désarmer le public et pour cacher sa sédition—la construction d'un bloc de pouvoir de l'État profond qui donne à lui et à son parti un pouvoir absolu et qui asservit le peuple à un

destructeur et à une vision destructrice.

Justin Trudeau envahit rapidement la GRC pour obtenir un pouvoir absolu sur le pays, un pouvoir absolu pour détruire ses adversaires politiques.

Les Canadiens peuvent s'attendre à plus de déstabilisation, plus de violence sous faux drapeau, une oppression continue de la fausse crise du coronavirus, et encore de discussion de sédition et de terrorisme de « droite » de la part des médias achetés et payés à 600 millions de dollars par Trudeau. Les Canadiens doivent se préparer au prochain grand scandale—peut-être même à une élection frauduleuse.

Sauver temporairement le Canada

Gerald Flurry a souligné 2 Rois 14, qui fait partie des anciens prophètes et qui contient des prophéties pour aujourd'hui.

Le verset 26 dit : « Car l'Éternel vit l'affliction d'Israël à son comble et l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits esclaves et hommes libres, sans qu'il y eût personne pour venir au secours d'Israël. » Le Canada, un descendant physique d'Israël, est opprimé. Le verset 27 poursuit : « Or l'Éternel n'avait point résolu d'effacer le nom d'Israël de dessous les cieux, et il les délivra par Jéroboam, fils de Joas. »

Les Canadiens sont opprimés. Et ils savent que le Premier ministre dirige cette oppression. Au fur et à mesure que Trudeau gagne en pouvoir, il devient plus hostile et plus mauvais. Il mène le pays vers une nouvelle ère d'intolérance, de division et de violence. Dieu seul peut redresser ces choses.

M. Flurry explique la cause première de tous ces problèmes dans [L'Amérique sous attaque](#). Il ne s'agit pas d'un seul homme au sommet qui dédaigne la loi. Comme Barack Obama, Justin Trudeau « n'aurait jamais atteint les sommets du pouvoir s'il n'y avait pas eu une crise massive de violation de la loi dans toute la nation ! Notre peuple est saturé de péchés de tous types imaginables—et fier de l'être. » Au fond, cette attaque est de nature spirituelle et constitue une tentative d'effacer le nom d'Israël de la surface de la Terre.

Mais comme le dit le verset 27, Dieu sauvera temporairement Israël—qui inclut le Canada comme faisant partie de l'Israël physique—*en sauvant d'abord temporairement l'Amérique par la main* d'un type de Jéroboam : le président des États-Unis Donald Trump qui reviendra à la Maison Blanche. Lorsque cela se produira, il y aura une dernière courte période de résurgence. Voilà l'aperçu que Dieu nous donne. Les Canadiens accepteront-ils la vérité de Dieu ? Pour apprendre ce qui vient après, veuillez lire [L'Amérique sous attaque](#).